

Gouverner un empire, de 284 à 410 de n. è. : état de la recherche et bilan historiographique. Introduction

Sylvain JANNIARD
Université de Tours

Le volume porte les Actes du colloque organisé par Sylvie Crogiez-Pétrequin, Sylvain Janniard, Hélène Ménard et Manuel Royo, à l'université de Tours en juin 2023, à l'initiative de la SoPHAU¹ et à l'occasion de la nouvelle question d'histoire ancienne mise au programme de l'agrégation externe d'histoire : « Gouverner un empire, de 284 à 410 de n. è. »

L'objet de la présente introduction est de proposer trois brèves mises au point, tout d'abord sur les attendus majeurs de la question mise au programme, ensuite sur l'historiographie de la période dans laquelle elle s'insère – l'Antiquité tardive – et, enfin, sur les débats qui, depuis le xviii^e siècle, animent la communauté des historiens sur l'évolution de l'État et de ses structures entre la fin du iii^e et le début du v^e siècle de n. è.

1. La question mise au concours

La période que couvre la question mise au programme est caractérisée par la transformation des formes de gouvernement de l'État sous la pression de circonstances nouvelles, en particulier militaires, apparues au cours des trois décennies précédant 284². Ces transformations concernent en premier lieu la place du prince dans l'État et les outils à sa disposition pour légitimer son autorité : pour n'en évoquer que trois, la gloire militaire, le souci affiché d'un gouvernement selon la loi, la préservation enfin de la bonne marche du monde, de plus en plus identifiée, pour un pouvoir chrétien, à la nécessité d'assurer le salut collectif selon un dessein divin³. Ces transformations concernent en second lieu les rapports

1 Société des Professeurs d'Histoire Ancienne de l'Université (<https://sophau.univ-fcomte.fr>). La SoPHAU a apporté un soutien scientifique et financier au colloque et à la publication de ses Actes.

2 Sur la « crise du iii^e siècle », dont la connaissance est essentielle pour comprendre les développements de la période postérieure : Carrié, 1999a, Christol, 2006, p. 117-172 et Johnes *et al.* (éd.), 2008.

3 Voir dans le présent volume les contributions d'U. Roberto et de J. Chamerooy.

des administrés au pouvoir, et une place à part devra être faite parmi ceux-ci aux élites⁴. Ces dernières voient au cours de la période qui nous intéresse à la fois l'émergence en leur sein de nouvelles figures-types, de nouveaux acteurs majeurs, tels l'évêque ou le bureaucrate, mais aussi de nouvelles formes de communication avec le prince particulièrement lisibles dans la survie d'une abondante littérature panégyrique⁵.

La focale que l'historiographie, du XVIII^e siècle à la seconde moitié du XX^e siècle, a placée sur ces transformations a contribué à en surévaluer largement la portée, au détriment de l'étude des continuités avec les formes de gouvernement des I^{er} et II^e siècles, et au point de faire considérer le long IV^e siècle comme une expérience aboutie et délétère d'autocratie, un dominat, selon le terme popularisé par Th. Mommsen⁶. L'intérêt historiographique pour la période, d'Edward Gibbon à Ernst Stein (voir *infra*), a eu le mérite cependant d'alimenter un effort de périodisation bénéfique, qui permet de réintégrer la période courant de Dioclétien à Honorius dans une véritable histoire politique de l'État romain. À mesure que la forme tardive de cet État était analysée, même pour en déplorer les dérives autoritaires, il devenait évident que l'histoire des mutations de la *Res Publica Romana* ne pouvait s'arrêter à l'avènement du principat augustéen. Pour autant, ce long IV^e siècle restait un objet incongru, peinant à trouver pleinement sa place entre l'histoire impériale romaine et l'histoire du Moyen Âge. L'intérêt des communications publiées dans le présent volume sera précisément de montrer comment plus d'un demi-siècle d'intense recherche sur l'Antiquité tardive a permis de mieux caractériser les spécificités du gouvernement de l'empire, de l'avènement de Dioclétien au mitan du règne d'Honorius.

Les thèmes que je viens de rappeler sur la nature de l'État, la nature et l'action de ceux qui l'incarnent aussi, suffiraient à justifier une question au programme de l'agrégation d'histoire. Mais le libellé de la question ajoute encore deux aspects au sujet. Tout d'abord, « gouverner un empire » invite à étudier les différentes formes de l'inscription spatiale du pouvoir. Autant qu'un système de gouvernement, un empire est une construction territoriale, qui doit être au moins saisie dans une triple dimension. La première relève de la définition du territoire même et de sa délimitation par des frontières, qu'il convient de justifier et de défendre⁷. La deuxième répond aux nécessités de son contrôle administratif, pour lequel notre période d'étude fit preuve d'une inventivité remarquable en termes à la fois de multiplications des résidences impériales, de nouvelles divisions territoriales, de renforcement relatif de l'appareil d'État provincial et de mobilisation au service de ce dernier de toutes les structures du maillage de l'empire, à commencer par les cités⁸. Enfin, dans un contexte de besoins accrus de l'État pour son fonctionnement, la dernière dimension de l'approche territoriale de la question comprend l'exploitation des ressources de l'Empire et son efficacité⁹.

La borne chronologique basse, 410, ouvre au second aspect additionnel de la question. La prise de Rome par Alaric permet d'interroger à la fois les limites des formes de gouvernement

4 Voir la contribution de V. Puech.

5 Voir dans le présent volume la contribution de Fr. Ploton-Nicollet.

6 Croke, 1990 ; Marcone, 2021.

7 Voir les contributions de St. Guédon et de J.-M. Carrié au présent volume.

8 Voir les contributions de L. Brassous et de Ch. Davoine.

9 Voir la contribution de Ch. Freu.

dynastiques imposées à partir de Constantin, questionne leur évolution en Occident vers une variante du caudillisme, révèle des rapports nouveaux institués dès le courant du III^e siècle entre l'empire et des populations dites extérieures, mais de plus en plus intégrées au devenir politique et militaire de l'empire¹⁰.

2. L'Antiquité tardive, un bref rappel historiographique

La prise du pouvoir par Dioclétien en 284 ouvre une période de l'histoire du bassin méditerranéen et de ses marges que les écoles historiques contemporaines nomment l'Antiquité tardive¹¹. Le terme acquiert une valeur heuristique dès sa définition par l'historien de l'art autrichien Alois Riegl en 1901 (*Spätromische Kunstindustrie*, trad. fr. Paris, 2014)¹². L'intérêt pour la période est toutefois bien antérieur. En France, dès la fin du XVII^e siècle, Louis Sébastien Le Nain de Tillemont publie deux histoires érudites de l'Empire et de l'Église, qui prennent pour borne chronologique basse le règne d'Anastase (*Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique des six premiers siècles*; *Histoire des empereurs et des autres princes qui ont régné durant les six premiers siècles de l'Église*). Ces ouvrages, rendus possibles par un siècle d'intense travail d'édition de sources textuelles, font référence jusqu'au XIX^e siècle pour l'étude et la compréhension de ce qui est bientôt nommé le Bas-Empire, par opposition aux premiers temps du principat ou Haut-Empire.

L'opposition, purement chronologique au départ, recouvre rapidement un jugement de valeur, le Bas-Empire souffrant de comprendre à la fois la disparition de l'Empire romain en Occident au V^e siècle et la fin de l'Antiquité dans sa transition vers un Moyen-Âge encore perçu comme une longue ère de régression civilisationnelle¹³. Les historiens qui investissent la période, dès le XVIII^e siècle, redoublent donc de créativité pour délaisser l'approche simplement phénoménologique et expliquer les causes de ces deux catastrophes. Une œuvre en particulier impressionne les élites savantes d'Europe, engagées dans une réflexion philosophique et historique sur le devenir des civilisations : *The History of the Decline and Fall of the Roman Empire* (1776-1788, trad. fr. Fr. Guizot, 1812) d'Edward Gibbon, dont le succès doit autant à ses qualités littéraires qu'au caractère systémique de sa recherche de causalité, apte à satisfaire l'attrait du temps pour les leçons morales sur la chute inévitable des autocraties. L'historiographie du XIX^e siècle, en syntonie avec les préoccupations essentiellement patriotiques de son lectorat, trouve plutôt dans les invasions germaniques du Bas-Empire à documenter l'origine des nations européennes modernes et de leurs supposés caractères distinctifs¹⁴.

L'accroissement du nombre de sources publiées sur les derniers siècles de l'Empire romain (par exemple les volumes d'*Auctores antiquissimi* des *Monumenta Germaniae Historica* dès 1877) et l'inquiétude intellectuelle croissante face aux crises économiques, politiques et militaires affectant les États d'Europe, renouvellent, entre 1890 et 1930, l'intérêt pour

10 Voir la contribution de M. Coumert.

11 Liebeschuetz, 2004 ; Zecchini, 2015 ; Carrié, 2017.

12 Caillet, 2001 ; Elsner, 2021.

13 Mazzarino, 1973b.

14 Graceffa, 2009 ; Wood, 2013 ; Joye, 2016.

l'étude de l'Antiquité tardive. Sont alors publiées des synthèses majeures, par l'ampleur et la pertinence de la documentation mobilisée et la limpidité des schémas discursifs proposés : *Geschichte des Untergangs der antiken Welt* d'Otto Seeck (plusieurs éd. à partir de 1895), *Wirtschaftliche und soziale Grundlagen der europäischen Kulturentwicklung* d'Alfons Dopsch (1923-1924), *Social and Economic History of the Roman Empire* de Mikhaïl I. Rostovtzeff (1926, trad. fr. Paris, 1988), *La fin du monde antique et le début du Moyen Âge* de Ferdinand Lot (1927), *Geschichte des spätrömischen Reiches* d'Ernst Stein (1928, trad. fr. Paris, 1949). Malgré de sensibles divergences d'interprétation, les auteurs s'accordent dans la représentation globalement catastrophiste qu'ils donnent de la période, produit à la fois d'une idéalisation de l'Empire des Antonins, d'une familiarité plus grande avec la documentation du Haut-Empire et de la projection sur le passé d'angoisses bien contemporaines de déclin. Brisé par la « crise du III^e siècle », l'Empire n'aurait dû sa survie qu'à l'imposition d'une véritable dictature, grevant une société revenue à l'économie naturelle et à l'obscurantisme et fossoyant l'acmé civilisationnel représenté par le Haut-Empire. Au mieux, l'œuvre de Constantin et de ses successeurs aurait préparé un Moyen-Âge régénéré par le christianisme et l'apport des peuples germaniques (John Bury, *A History of the Later Roman Empire from the Death of Theodosius I to the Death of Justinian*, 1923).

Pour que le postulat d'A. Riegl d'une Antiquité tardive considérée en tant que période historique saisissable pour elle-même soit enfin communément admis, il convient d'attendre les lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Formés à différentes écoles historiques, et dominant des champs de recherche variés, des savants tels Henri Irénée Marrou, Arnaldo Momigliano, Arnold H. M. Jones ou Peter Brown réfutent dans leurs travaux le caractère despotique de la monarchie tardive ou le tableau d'un déclin culturel généralisé, en insistant au contraire sur la complexité et la richesse de la période¹⁵. L'examen par A. H. M. Jones des structures bureaucratiques de l'Empire, encore efficaces au IV^e siècle, révèle les continuités avec les traditions et les logiques institutionnelles romaines¹⁶. H.-I. Marrou et P. Brown, en s'appuyant sur les apports de l'anthropologie historique, insistent sur la fécondité de l'époque dans les domaines des créations intellectuelles – tel le *codex* – artistiques ou religieuses, tel le développement des pratiques ascétiques¹⁷. L'élan qu'ils donnent à l'étude de l'Antiquité tardive permet à la période de devenir en moins d'une génération, dans le monde universitaire anglo-saxon en particulier, le champ des sciences de l'Antiquité le plus exploré, un engouement qualifié par Andrea Giardina, dans un article de *Studi Storici* de 1999¹⁸, d'« explosion ». La critique de cet éminent spécialiste du sujet porte pour l'essentiel sur deux points : le caractère de plus en plus autoréférentiel du champ d'étude et le désintérêt relatif pour ses dimensions politiques, institutionnelles et économiques, un biais favorable à la perception de l'Antiquité tardive plutôt comme une transition paisible entre deux âges que comme un temps de ruptures brutales¹⁹. Depuis lors, fleurissent les ouvrages qui prétendent

15 Marrou, 1977 ; Momigliano, 1963 ; Jones, 1964 ; Brown, 1971.

16 Gwynn, 2008.

17 Blaudeau, 2021 ; Markus, 2009 ; Kreiner, Reimitz (éd.), 2016 (part. les contributions de I. Wood et W. Pohl).

18 Giardina, 1999.

19 Athanassiadi, 2006.

documenter à nouveau les différentes modalités d'un déclin de l'Empire romain, de la violence d'État redoublée à l'étiollement de la vie urbaine et à la dégradation du cadre de vie, produit au choix par différents facteurs, telles les invasions barbares ou les dérèglements environnementaux²⁰. Les schémas éculés, repris d'une historiographie datée et idéalisant le Haut-Empire, ne prennent pas en compte la dimension politique des phénomènes étudiés, gommant les continuités avec les périodes précédentes, la diversité et les temporalités des trajectoires régionales, en un projet bien éloigné de l'appel au renouvellement heuristique lancé par A. Giardina.

3. L'étude de l'État antique tardif: remarques liminaires

Dans les controverses historiographiques sur la disparition de l'Empire romain en Occident et son évolution vers une supposée autocratie byzantine en Orient, la question de mutations des formes de gouvernement entre le III^e et le V^e siècle occupe une place centrale. Dès la fin du XVIII^e siècle, E. Gibbon détermine la ligne interprétative qui domine jusqu'à la seconde moitié du XX^e siècle: l'arrivée brutale au pouvoir de la dynastie sévérienne transforme l'irénique gouvernement des Antonins en un régime militariste et autoritaire, qui conforte les habitants de l'empire, toute classe confondue, dans leur désintérêt pour la sauvegarde du bien commun. La faillite morale accélère au V^e siècle en Occident le transfert des responsabilités politiques et militaires aux Barbares installés en terre impériale. Elle est alimentée par la diffusion au sein de la population d'une attitude de soumission et d'indifférence, qui aurait accompagné la conversion au christianisme. Si cette dernière hypothèse est reprise avec prudence par la suite et demeure la spécificité la plus célèbre, à tort, de la pensée d'E. Gibbon, le schéma général qu'il dresse d'une évolution vers le « dominat » dès le début du III^e siècle, et dont la prospérité s'expliquerait par la réduction de l'autonomie politique et du sens civique, s'impose parmi les auteurs du premier XX^e siècle.

Ceux-ci cependant complètent le modèle laissé par E. Gibbon, en des approches voulues sociologiques des structures de pouvoir entre III^e et V^e siècles. L'œuvre de M. I. Rostovtzeff en particulier propose en ce domaine l'exposé causal le plus abouti, dont le succès fut massif dans le demi-siècle qui suivit sa publication²¹. Au cœur de l'interprétation à donner du déclin de la civilisation romaine classique, Rostovtzeff place les exigences financières des armées qui, dès les Sévères, et avec l'aval successif des princes, auraient ruiné les notables municipaux, sur lesquels reposaient la prospérité et la stabilité de l'Empire. Ce phénomène aurait donné lieu à d'importants transferts de propriétés, principalement à la faveur de l'anarchie politique du III^e siècle, moment d'un effort conscient et coordonné du milieu militaire pour se substituer, au sommet de la société et de l'État, aux élites municipales traditionnelles. Au V^e siècle, l'importante bureaucratie, qu'avait précédemment fait naître le besoin de prélever sur les richesses de l'empire de quoi contenter l'appétit des troupes, aurait formé une caste militarisée, fermée et corrompue, toute entière mobilisée à épuiser le peu de forces vives conservées par les cités, provoquant ainsi pas moins que la fin de la civilisation antique²².

20 Ward-Perkins, 2014 ; Harper, 2019.

21 Rostovtzeff, 1926

22 Andreau (dir.), 2008.

Rostovtzeff partage avec les historiens de l'Empire tardif dont il est le contemporain la même représentation négative d'un appareil d'État pléthorique, voué à la prédation d'une économie impériale dont les cités formaient le tissu, et voie de promotion imméritée pour les couches les plus humbles de la société au mépris des hiérarchies traditionnelles et au service d'un pouvoir autocratique²³.

Rares sont alors les savants, tel Santo Mazzarino, pour souligner les fractures sociales au sein même de la bureaucratie impériale, le poids inégal de cette dernière selon les parties de l'empire envisagées ou, enfin, pour lire dans les pratiques monarchiques du pouvoir à l'époque tardive l'évolution prévisible du principat augustéen. Pour le savant italien, si l'État bureaucratique tardif fonctionnait avant tout pour sa propre perpétuation, il le faisait essentiellement au bénéfice des élites économiques de l'empire²⁴. Plus rare encore fut l'écho des hypothèses strictement économiques avancées pour expliquer la déréliction de l'État romain à la fin de l'Antiquité, à la suite de premières intuitions de Montesquieu sur l'insuffisante disponibilité en monnaie du pouvoir tardif. Il faut ainsi attendre le début des années 1970 pour que les historiens, tel A. Momigliano, s'emparent des analyses proposées deux générations auparavant par Max Weber sur la responsabilité de l'État dans la contraction des circuits économiques à la fin de l'Antiquité. Pour Weber, les grands propriétaires furent contraints à l'autarcie par une crise de productivité provoquée par la fin de l'esclavage de masse et par les prélèvements accrus de main-d'œuvre opérés par les princes pour alimenter leurs armées. Afin de faire accepter ces ponctions, les mêmes accordèrent alors aux grands domaines une autonomisation croissante en matière de prélèvements fiscaux, avec des effets délétères pour les rentrées budgétaires de l'État. Lequel, dans un contexte de diminution des échanges marchands, dut compter de plus en plus sur ses propres domaines pour pourvoir à des besoins, en particulier militaires, en hausse constante. L'équilibre fragile ne pouvait perdurer, puisqu'en plus de leur équipement et de leur ravitaillement, les soldats exigeaient une solde, qu'un pouvoir central sans surplus monétarisé devenait incapable de fournir, plongeant l'Empire d'Occident dans une crise mortifère²⁵.

Après la Seconde Guerre mondiale, le renouvellement des questionnements historiques adressés à l'époque tardive mène à une inflexion sensible du discours scientifique tenu sur l'État romain des IV^e et V^e siècles. Si, depuis O. Seeck, les grandes synthèses sur l'Antiquité tardive inscrivaient le plus souvent la fin de l'Empire d'Occident dans le temps long de l'histoire romano-byzantine, les périodisations étendues proposées par H.-I. Marrou, A. H. M. Jones ou P. Brown aboutissent plutôt à déplacer cet événement du cœur de la réflexion (voir *supra*, 2.). L'heure est à l'identification des caractéristiques propres d'une période – qui ne constitue ni la clôture apocalyptique d'une civilisation idéalisée ni la genèse immédiate d'un nouveau monde, – plutôt qu'au procès en responsabilité, à plus forte raison si la charge de la preuve ne débouche que sur une causalité simple et linéaire. Le vaste et informé panorama dressé par A. H. M. Jones en 1964, et déjà cité, propose certainement l'analyse alors la plus complète

23 Stein, 1928.

24 Mazzarino, 1973a, synthétisant une réflexion entamée dès la fin des années 1930; Lenski, 1921.

25 Weber, 1998; Nippel, 2000. Pour l'hypothèse qu'un déclin démographique prononcé aurait informé la politique des princes au IV^e siècle, voir Boak, 1955, ou que la contraction des échanges aurait précipité la fin de l'Empire romain d'Occident, voir Walbank, 1946.

de l'État romain tardif²⁶. En lecteur attentif de M. I. Rostovtzeff, Jones ne manque pas de relever la charge considérable que la bureaucratie représente pour la société romaine et les finances de l'Empire tardif, une charge rendue encore plus insupportable par une inefficacité due à l'absence de réelle formation des administrateurs et au chevauchement de leurs responsabilités. Pour autant, il constate aussi l'inscription de cette évolution dans la longue histoire de l'administration romaine entamée au Haut-Empire, sans que le poids atteint par cette dernière après Dioclétien n'ait épuisé à l'excès les cités ni leurs élites, elles-mêmes bien souvent tentées par le service de l'État. Surtout, s'il admet la volonté autocratique affichée du pouvoir tardif, son ouvrage montre les limites pratiques posées à toute tentative de despotisme princier²⁷. Les analyses d'A. H. M. Jones exercèrent une influence considérable sur les études consacrées à l'Antiquité tardive, bien au-delà des écoles historiques anglo-saxonnes, et, avec son entreprise d'établissement d'une prosopographie des périodes tardives, le savant britannique accompagna et amplifia aussi une démarche de connaissance approfondie du personnel de gouvernement, préalable essentiel à toute véritable histoire du pouvoir²⁸.

De fait, dans les décennies qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, l'intérêt scientifique des spécialistes du monde romain tardif fut plutôt orienté vers l'analyse précise des grands services de l'État et de leurs agents que vers l'élaboration de schémas interprétatifs généraux sur la supposée déréliction du régime impérial aux cours de ses derniers siècles²⁹. Les études sur le fonctionnement pratique des structures administratives du pouvoir – recrutement, formation, carrières et productions des personnels de gouvernement – ont permis une appréciation différente du poids de ces dernières sur la société impériale après les réformes tétrarchiques et constantiniennes de l'État. Loin d'être une instance militarisée essentiellement occupée à restreindre les droits locaux, l'administration impériale répond aux besoins, perçus au sommet de l'État, d'un équilibre entre la stabilité du pouvoir central et l'efficacité des ressorts les plus éloignés de ce dernier, à commencer par les cités dont il souhaite protéger le fonctionnement régulier³⁰.

Par ailleurs, une représentation monolithique de l'appareil de gouvernement tardif ne résiste pas à l'analyse : l'administration est en permanence divisée par de vives tensions, lesquelles l'amènent parfois au conflit avec les princes successifs, dont le principal moyen de contrôle, outre une surveillance étroite, réside dans la redondance et le chevauchement des responsabilités confiées à leurs agents. L'appareil d'État est aussi le lieu d'une intense compétition pour le pouvoir entre ses différentes composantes, qui rend le plus souvent

26 Jones, 1964.

27 Gwynn, 2008 ; voir aussi Marrou, 1977, sur l'effet des demandes de l'administration sur la tension des rapports sociaux.

28 *The Prosopography of the Later Roman Empire*, 3 vol., Cambridge, 1971-1992.

29 Sans exhaustivité : Chastagnol, 1960 et 1962 (préfecture de la Ville) puis Porena, 2003 (préfecture du prétoire) ; Delmaire, 1989a et 1989b (largesses sacrées et *res privata*) ; Giardina, 1977 (*agentes in rebus*) ; Clemente, 1969, puis Ceconi, 1994 (gouverneurs des provinces italiennes). Voir, pour le début de la question au programme, Christol, 1997 et, plus généralement, les réflexions de R. Lizzi Testa (Lizzi Testa, 2022).

30 Carrié, 1999b, 2005, 2018 ; Heather, 2017, ch. 1.

compte de pratiques, comme la recommandation ou les versements financiers à l'entrée au service, étrangères à nos propres expériences des bureaucraties occidentales modernes³¹.

Le caractère fécond de plus d'un demi-siècle de recherche sur la « bureaucratie » impériale tardive n'a pas été remis en cause par la tentative de R. MacMullen d'en faire un organe dévarié du pouvoir, échappé au contrôle de l'État et dont les multiples extorsions répétées auraient provoqué la faillite globale des institutions impériales, à commencer par l'armée³². L'essai maladroît pour donner une pertinence renouvelée aux faisceaux d'hypothèses émis par l'historiographie de l'entre-deux-guerres peine à trouver sa pleine valeur heuristique et, face aux analyses bien plus fines des pratiques de l'appareil d'État, manque de saisir l'insertion de ces dernières dans les dynamiques sociales de leurs temps et dans une culture du pouvoir héritée du Haut-Empire³³. Pour autant, le système de gouvernement patiemment élaboré par Dioclétien et ses successeurs n'était pas exempt de fortes contradictions internes, à commencer par une course aux titres et aux privilèges au sein des instances de pouvoir, préjudiciable à terme aux intérêts, en particulier financiers, de l'État dans son ensemble³⁴.

Les princes successifs acceptaient de telles contradictions car, pour eux, la complexification de l'appareil d'État tardif répondait à la fois aux nécessités de satisfaire les aspirations des élites, tant locales qu'impériales, et d'en assurer le contrôle. Le constat que des contraintes de cette nature pesaient sur les gouvernants résulte aussi de plusieurs décennies d'études renouvelées sur le pouvoir impérial, débarrassées d'une focalisation excessive sur les seules affirmations d'autorité des princes. Ces recherches ont essentiellement porté sur les multiples formes de dialogues et d'interactions entre les titulaires de la fonction suprême et les différentes composantes de la société impériale, à commencer par leur entourage immédiat, mais aussi sur les processus complexes de légitimation du pouvoir et sur les catégories du discours de ce dernier³⁵. Il ressort de plus d'un demi-siècle de recherche la nécessité de ne pas considérer la période romaine tardive comme le moment d'éclosion et d'épanouissement d'un « despotisme orientalisant », là où l'analyse serrée des pratiques et des productions du pouvoir central révèle au contraire le primat continu accordé au gouvernement par la loi et le droit³⁶.

Les textes qui suivent s'inscrivent dans ces formes d'appréciations renouvelées des sources antiques tardives – dont le nombre, pour les sources documentaires, est en augmentation régulière –, en une approche dépassionnée de la période, épargnée par les faux enjeux autour de la « chute de Rome » et enrichie par l'apport de l'histoire politique et de l'histoire des institutions de gouvernement. Pour des raisons de clarté d'exposition, ils ont été répartis en trois chapitres : « figures du pouvoir et personnel de gouvernement » ; « les outils du pouvoir », « les rapports entre centre et périphéries », mais les lecteurs trouveront sans peine les multiples résonances entre les contributions.

31 Kelly, 2004.

32 MacMullen, 1991.

33 Porena, 2010 ; Heather, 2017, ch. 3.

34 Cecconi, 2005.

35 Sans exhaustivité : MacCormack, 1981 ; McCormick, 1986 ; Christol, 1999 et 2016 ; Heim, 1994 et Dagrón, 1996 (idéologie impériale) ; Matthews, 1975 (cour impériale).

36 Voir dans le présent volume la contribution d'Hélène Ménard.

Il m'est agréable, enfin, au nom des organisateurs et des éditeurs, de remercier celles et ceux qui ont rendu possible la tenue du colloque et la publication de ses Actes. Nos sincères remerciements vont en premier lieu aux contributeurs, qui ont accepté de traiter de sujets d'ampleur dans un temps très contraints. Notre reconnaissance s'adresse aussi à toutes les institutions qui ont soutenu ce projet : la Métropole Tours Val de Loire, la Commission Recherche de l'Université de Tours et sa présidente Emmanuelle Huver, la Faculté des Arts et des Sciences Humaines de l'Université de Tours et son doyen Thomas Sigaud, l'UR CeTHiS (Tours) et sa directrice Natacha Lubtchansky, le Département d'Histoire et d'Archéologie de l'Université de Tours et sa direction (Ulrike Krampfl et Jérôme Bocquet), l'EA 4424 CRISES (Montpellier), enfin l'Association THAT (Textes pour l'Histoire de l'Antiquité tardive) et son président François Ploton-Nicollet. Last but not least, le colloque n'aurait pas été aussi réussi sans l'investissement en premier lieu de Camille Prieux de l'UR CeTHiS (Tours) ni des étudiant.e.s du Master Recherche du Département d'Histoire et d'Archéologie de l'Université de Tours : Elisa Bariller, Bérénice Lecaplain, Lucas Sabaté et Satya Meignat ; à toutes et tous, nos chaleureux remerciements.

Bibliographie

- ANDREAU, J. (dir.), 2008, *Michel Ivanovitch Rostovtzeff*, Bari.
- ATHANASSIADI, P., 2006, Antiquité tardive : construction et reconstruction d'un modèle historiographique, *AnTard*, 14, p. 311-324.
- BLAUDEAU, Ph., 2021, Henri Irénée Marrou (1904-1977), dans C. Ando et M. Formisano (dir.), *The New Late Antiquity. A Gallery of Intellectual Portraits*, Heidelberg, p. 7-26.
- BOAK, A.E.R., 1955, *Manpower Shortage and the Fall of the Roman Empire in the West*, Oxford.
- BROWN, P., 1971, *The World of Late Antiquity, AD 150-750*, Londres (trad. fr. Bruxelles, 2011).
- CAILLET, J. P., 2001, Alois Riegl et le fait social dans l'art de l'Antiquité tardive, *AnTard*, 9, p. 47-51.
- CARRIÉ, J.-M., 1999a, La « crise » du III^e siècle, dans J.-M. Carrié et A. Rousselle, *L'Empire romain en mutation (des Sévères à Constantin, 192-337)*, Paris, p. 89-144.
- CARRIÉ, J.-M., 1999b, Évolutions sociologiques et emprise du pouvoir, dans J.-M. Carrié et A. Rousselle, *L'Empire romain en mutation (des Sévères à Constantin, 192-337)*, Paris, p. 651-718.
- CARRIÉ, J.-M., 2005, Developments in provincial and local administration, dans A. Bowman, P. Garnsey et Av. Cameron (éd.), *The Cambridge Ancient History, vol. 12 (The Crisis of Empire, A.D. 193-337)*, Cambridge, p. 269-312.
- CARRIÉ, J.-M., 2017, The Historical Path of "Late Antiquity": From Transformation to Rupture, dans R. Lizzi Testa (dir.), *Late Antiquity in Contemporary Debate*, Cambridge, p. 174-214.
- CARRIÉ, J.-M., 2018, La législation impériale sur les gouvernements municipaux dans l'Antiquité tardive, *AnTard*, 26, p. 85-125.
- CECCONI, G.A., 1994, *Governo imperiale e élites dirigenti nell'Italia tardoantica. Problemi di storia politico-amministrativa (270-476 d.C.)*, Côme.

- CECCONI, G. A., 2005, Conscience de la crise, groupements de pression, idéologie du *beneficium* : L'État impérial tardif pouvait-il se réformer ?, *AnTard*, 13, p. 281-304.
- CHASTAGNOL, A., 1960, *La préfecture urbaine à Rome sous le Bas-Empire*, Paris.
- CHASTAGNOL, A., 1962, *Les fastes de la Préfecture de Rome au Bas-Empire*, Paris.
- CHRISTOL, M., 1997, Les classes dirigeantes et le pouvoir dans l'État, de Septime Sévère à Constantin, *Pallas*, H-S, p. 57-77.
- CHRISTOL, M., 1999, Le métier d'empereur et ses représentations à la fin du III^e et au début du IV^e siècle, *CCG*, 10, p. 355-368.
- CHRISTOL, M., 2006, *L'Empire romain du III^e siècle. Histoire politique (de 192, mort de Commode, à 325, concile de Nicée)*, Paris (2^e éd.).
- CHRISTOL, M., 2016, La légitimité de Constantin aux premiers temps de son pouvoir : inscriptions, monnaies, panégyriques, dans M. Crété (éd.), *Discours et systèmes de représentation : modèles et transferts de l'écrit dans l'Empire romain*, Besançon, p. 71-101.
- CLEMENTE, G., 1969, Le carriera dei governatori della diocesi italica dal III al IV secolo, *Latomus*, 28, p. 616-644.
- CROKE, B., 1990, Theodor Mommsen and the Later Roman Empire, *Chiron*, 20, p. 159-89.
- DAGRON G., 1996, *Empereur et prêtre. Étude sur le « Césaropapisme » byzantin*, Paris.
- DELMAIRE, R., 1989a, *Largesses sacrées et res privata: L'aerarium impérial et son administration du IV^e au VI^e siècle*, Rome.
- DELMAIRE, R., 1989b, *Les responsables des finances impériales au Bas-Empire (IV^e-VI^e s.)*. *Études prosopographiques*, Bruxelles.
- ELSNER, J., 2021, Alois Riegl, dans C. Ando et M. Formisano (dir.), *The New Late Antiquity. A Gallery of Intellectual Portraits*, Heidelberg, p. 167-182.
- GIARDINA, A., 1999, Esplosione di Tardoantico, *Studi Storici*, 40, p. 157-180.
- GRACEFFA, A., 2009, *Les historiens et la question franque. Le peuplement franc et les Mérovingiens dans l'historiographie française et allemande des XIX^e-XX^e siècles*, Turnhout.
- GWYNN, D. (dir.), 2008, *A.H.M. Jones and the Later Roman Empire*, Leyde.
- HARPER, K., 2019, *Comment l'Empire romain s'est effondré : le climat, les maladies et la chute de Rome*, Paris (éd. orig. angl., Princeton, 2017).
- HEATHER, P., 2017, *Rome et les barbares : histoire nouvelle de la chute d'un empire*, Paris (éd. orig. angl., Londres, 2005).
- HEIM FR., 1994, *La théologie de la victoire de Constantin à Théodose*, Paris.
- JOHNE, K.P., HARTMANN, U. et GERHARDT Th. (dir.), 2008, *Die Zeit der Soldatenkaiser : Krise und Transformation des Römischen Reiches im 3. Jahrhundert n. Chr. (235-284)*, Berlin.
- JONES, A. H. M., 1964, *The Later Roman Empire, 284-602, a social, economic and administrative survey*, 3 vol. Oxford (trad. fr. partielle, Paris, 1970).
- JOYE, S., Représentations modernes et contemporaines : barbares redécouverts, barbarie réinventée, dans B. Dumézil (dir.), *Les Barbares*, Paris, p. 89-108.
- KELLY, C., 2004, *Ruling the Later Roman Empire*, Cambridge (Mass.).
- KREINER, J. et REIMITZ, H. (éd.), 2016, *Motions of Late Antiquity: Essays on Religion, Politics, and Society in Honour of Peter Brown*, Turnhout.
- LENSKI, N., 2021, Santo Mazzarino, dans C. Ando et M. Formisano (dir.), *The New Late Antiquity. A Gallery of Intellectual Portraits*, Heidelberg, p. 273-295.

- LIZZI TESTA, R., 2022, *Christian emperors and Roman elites in Late Antiquity*, Abingdon et New York.
- LIEBESCHUETZ, J. H. W. G., 2004, The birth of Late Antiquity, *AnTard*, 12, p. 253-261.
- MACCORMACK, S. G., 1981, *Art and ceremony in Late Antiquity*, Berkeley.
- MACMULLEN, R., 1991, *Le déclin de Rome et la corruption du pouvoir*, Paris (éd. orig. angl., New Haven, 1988).
- MARCONI, A., 2021, Mommsen e la Tarda Antichità, dans C. Ando et M. Formisano (dir.), *The New Late Antiquity. A Gallery of Intellectual Portraits*, Heidelberg, p. 333-352.
- MARKUS, R., 2009, Between Marrou and Brown: Transformations of Late Antique Christianity, dans Ph. Rousseau (dir.), *Transformations of Late Antiquity. Essays for Peter Brown*, New York, p. 1-13.
- MARROU, H.-I., 1977, *Décadence romaine ou Antiquité tardive?*, Paris.
- MATTHEWS, J., 1975, *Western Aristocracies and Imperial Court AD 364-425*, Oxford.
- MAZZARINO, S., 1973a, *L'impero romano*, 3 vol., Rome et Bari.
- MAZZARINO, S., 1973b, *La fin du monde antique : avatars d'un thème historiographique*, Paris (éd. orig. ital., Milan, 1959).
- MCCORMICK, M., 1986, *Eternal victory: triumphal rulership in Late Antiquity, Byzantium and the early medieval West*, Cambridge et Paris.
- MOMIGLIANO A., (dir.), 1963, *The Conflict between Paganism and Christianity in the Fourth Century*, Oxford.
- NIPPEL, W., 2000, From Agrarian History to Cross-Cultural Comparison: Weber on Greco-Roman Antiquity, dans S. Turner (éd.), *The Cambridge Companion to Max Weber*, Cambridge, p. 240 - 255.
- PORENA, P., 2003, *Le origini della prefettura del pretorio tardoantica*, Rome.
- PORENA, P., 2010, L'amministrazione tardoantica, dans A. Barbero (dir.), *Storia d'Europa e del Mediterraneo, I. Il mondo antico, sez. III. L'ecumène romaine. Vol. VII. L'impero tardoantico* (G. Traina dir.), Rome, p. 525-600.
- ROSTOVITZEFF, M. I., 1926, *Social and Economic History of the Roman Empire*, Oxford, (trad. fr. Paris, 1988).
- STEIN, E., 1928, *Geschichte des spätrömischen Reiches*, Vienne (trad. fr., Paris, 1949).
- WALBANK, F.W., 1946, *The Decline of the Roman Empire in the West*, Londres.
- WARD-PERKINS, B., 2014, *La chute de Rome : fin d'une civilisation*, Paris (éd. orig. angl., Oxford, 2005).
- WEBER, M., 1998, *Économie et société dans l'Antiquité*, Paris (éd. orig. all., 1909).
- WOOD, I., 2013, *The Modern Origins of the Early Middle Ages*, Oxford.
- ZECCHINI G., 2015, L'Antiquité tardive : périodisations d'un âge noir et heureux, dans St. Ratti (dir.), *Une Antiquité tardive noire ou heureuse ? Actes du colloque international de Besançon (12 et 13 novembre 2014)*, Besançon, p. 29-41.